

**Point de presse de la porte-parole -
Entretien de M. Jean-Yves Le Drian
avec M. Armin Laschet,
ministre-président de Rhénanie du
Nord-Westphalie (8 novembre 2018)
- Union européenne - Participation
de M. Jean-Baptiste Lemoyne au
conseil des ministres de l'Union
européenne en charge du commerce
(Bruxelles, 9 novembre 2018) -
Pakistan - Situation de Mme Asia
Bibi - Maroc
(Paris, 08 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Armin Laschet, ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie (8 novembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu aujourd'hui M. Armin Laschet, ministre-président du Land allemand de Rhénanie du Nord-Westphalie, également vice-président du parti chrétien-démocrate allemand et futur plénipotentiaire fédéral chargé des relations culturelles franco-allemandes.

Le ministre a abordé avec son homologue les principaux dossiers européens, sur lesquels la France et l'Allemagne coopèrent étroitement dans le prolongement de la déclaration du sommet de Meseberg de juin dernier : avenir de l'Union européenne, union économique et monétaire, cadre financier pluriannuel, Brexit. M. Le Drian a évoqué également les relations bilatérales et les coopérations existantes entre la France et la Rhénanie du Nord-Westphalie. Les projets de colocalisations des instituts culturels français et allemands, ainsi que la négociation en cours sur le traité de l'Elysée ont été évoqués dans le cadre des futures fonctions d'Armin Laschet comme plénipotentiaire fédéral chargé des relations culturelles franco-allemandes, qu'il occupera à partir de janvier 2019.

La Rhénanie du Nord-Westphalie, frontalière des Pays-Bas et de la Belgique et située au coeur de l'Europe, est la première région industrielle d'Allemagne et le Land le plus peuplé et le plus fortement urbanisé. De nombreux jumelages existent entre les villes de nos deux pays, notamment entre Cologne et Lille, Essen et Grenoble, Dortmund et Amiens, Duisbourg et Calais, ou encore Aix-la-Chapelle et Reims. Un accord de coopération existe également entre Toulouse et la capitale du Land, Düsseldorf. Nos coopérations avec le Land sont particulièrement étroites dans le domaine économique avec de nombreuses entreprises

françaises présentes autour de Düsseldorf et dans la région de la Ruhr. 1 100 entreprises françaises sont présentes en Rhénanie du Nord-Westphalie. De nombreux acteurs industriels de cette région renforcent leurs investissements en France.

2 - Union européenne - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne au conseil des ministres de l'Union européenne en charge du commerce (Bruxelles, 9 novembre 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra le 9 novembre 2018 à Bruxelles pour participer au conseil des ministres de l'Union européenne en charge du commerce.

Les ministres débattront de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le secrétaire d'Etat réitérera la volonté du Président de la République, rappelée le 25 septembre dernier devant l'Assemblée générale des Nations unies, qu'une feuille de route pour la réforme de l'OMC soit adoptée lors du G20 de Buenos Aires les 30 novembre et 1^{er} décembre 2018. Il rappellera que la France soutient les pistes de modernisation de l'Organisation et de ses règles portées par l'Union européenne.

Les ministres feront également un état des lieux des négociations commerciales bilatérales en cours. Ils discuteront des relations commerciales de l'Union européenne avec les Etats-Unis. Ils auront un échange sur les discussions actuelles dans le cadre de la feuille de route du 25 juillet.

Les ministres délibéreront sur la proposition de règlement sur le filtrage des investissements directs étrangers, ainsi que sur la proposition de " règlement horizontal " relatif aux clauses de sauvegarde bilatérales dans les accords de libre-échange de l'UE. Le secrétaire d'Etat rappellera le soutien de la France à ces propositions, en particulier le souhait que les discussions avec le Parlement européen sur le projet de règlement sur le filtrage des investissements étrangers puissent être achevées avant la fin de l'année afin de permettre l'adoption du règlement début 2019.

3 - Pakistan - Situation de Mme Asia Bibi

Q - Le Ministre a indiqué hier que la France était prête à exfiltrer Asia Bibi. Que comptez-vous faire et qu'avez-vous déjà fait, notamment au bénéfice de l'avocat qui affirme avoir été contraint de quitter le Pakistan ?

R - Comme l'a indiqué le Ministre à l'Assemblée nationale hier, la France est prête à accueillir Mme Asia Bibi. Nous avons effectué les démarches nécessaires auprès des autorités pakistanaïses pour que, si cela correspondait au souhait de l'intéressée et de sa famille, elle puisse rejoindre la France.

Nous avons immédiatement accueilli dans notre ambassade son avocat, Me Saif Ul Malook, pour le protéger, avant son départ pour les Pays-Bas où il s'est rendu conformément à son

vœu.

4 - Maroc

Q - Le Roi du Maroc a appelé à la mise en place d'un mécanisme politique conjoint de dialogue et de concertation avec l'Algérie sur la question du Sahara occidental. Avez-vous une réaction ?

R - Comme l'a rappelé le Président de la République lors de sa visite d'Etat à Tunis, le 1^{er} février 2018 : "le Maghreb ne pourra réussir s'il reste cloisonné, si la route d'Est en Ouest n'existe plus. Je sais tous les différends qu'il y a, je sais toutes les raisons qu'il y a de ne pas être d'accord, mais je sais aussi tout ce que l'unité du Maghreb peut emporter".

Aussi la France a-t-elle pris connaissance avec un grand intérêt de la proposition faite par le Roi du Maroc d'un dialogue renouvelé avec l'Algérie.

La France a toujours appelé de ses vœux le renforcement des liens entre le Maroc et l'Algérie, qui sont des partenaires majeurs auxquels nous unissent des liens d'une densité exceptionnelle.

Sur le dossier du Sahara occidental, la France réitère son soutien aux efforts de médiation de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies et se félicite de la perspective d'un tour de table préliminaire à Genève en décembre prochain./.